



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Nombre de postes à l'hôpital

Question au Gouvernement n° 4474

Texte de la question

NOMBRE DE POSTES À L'HÔPITAL

M. le président. La parole est à Mme Caroline Fiat.

Mme Caroline Fiat. Monsieur le ministre des solidarités et de la santé, le mardi 9 février dernier, nous vous alertions ici même sur l'insuffisance des mesures du Ségur. En réponse, vous nous promettiez que vos mesures permettraient « aux infirmières qui ont quitté l'hôpital il y a quelques années d'y revenir. » Devant la représentation nationale, pour prouver notre prétendue mauvaise foi, vous affirmiez : « Pour que ce ne soit pas du vent, [...] un indicateur mensuel vous permettra, comme à chacun des Français, de suivre le nombre de postes créés et le nombre de postes vacants qui auront trouvé des soignants [...]. » « La dynamique est en marche », ajoutiez-vous.

Alors, monsieur le ministre, où est la dynamique ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe FI.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des solidarités et de la santé.

M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé. Madame Fiat, personne ne dit que le Ségur constitue la mesure miracle qui, pour solde de tout compte, ferait apparaître des soignants là où la France s'est appauvrie en la matière depuis des années.

Je suis sûr en tout cas qu'il vaut mieux avoir augmenté les salaires de 10 milliards par an plutôt que de ne pas l'avoir fait ; qu'il vaut mieux avoir identifié 19 milliards d'euros par an pour investir, moderniser et transformer 3 000 établissements de santé et médico-sociaux plutôt que de ne pas l'avoir fait ; qu'il vaut mieux avoir présenté la plus forte hausse du budget hospitalier en France depuis douze ans que de ne pas l'avoir fait.

Mme Mathilde Panot. Qu'il aurait mieux valu ne pas fermer 14 000 lits ?

M. Olivier Véran, ministre. Une seule question se pose, madame la députée, puisque vous reprendrez la parole : pourquoi avez-vous voté contre tout cela ? Pensez-vous qu'un tel vote va dans le bon sens pour l'hôpital ? Moi, je ne crois pas. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et quelques bancs du groupe Dem.)*

M. le président. La parole est à Mme Caroline Fiat.

Mme Caroline Fiat. En fait, monsieur le ministre, c'est pavlovien chez vous d'être sourd à nos alertes ; c'est pavlovien chez vous de mentir ! Les départs de soignants se poursuivent. Malgré le Ségur, ils continuent d'être les moins payés des pays de l'OCDE – Organisation de coopération et de développement économiques. Aujourd'hui, nous en subissons les conséquences de plein fouet, et vous nous demandez pourquoi nous votons

contre.

Aujourd'hui, 20 % des lits sont fermés faute de personnels, et vous me demandez pourquoi nous votons contre. (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*) Dans les services de pédiatrie, des enfants en situation d'urgence vitale ne peuvent être pris en charge faute de moyens : vous me demandez pourquoi on vote contre. (Mêmes mouvements.)

M. Jean-Luc Mélenchon. Et voilà !

Mme Caroline Fiat. Partout sur le territoire, les cris d'alarme se multiplient. En Martinique, dans un contexte de tension sanitaire extrême, vous avez gazé ceux-là mêmes qui luttent contre l'épidémie.

M. Jean-Luc Mélenchon. Voilà ce que vous faites !

Mme Caroline Fiat. Plutôt que de lancer une enquête, il serait peut-être temps d'entendre ce que nous vous répétons depuis quatre ans et demi quand nous demandons de revenir sur les 4 milliards d'économies réalisées sur le dos de nos hôpitaux (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI – Mme Karine Lebon applaudit également*), de sortir de la tarification à l'activité, d'établir des ratios soignants-patients, de miser sur nos instituts de formation !

Sortez de votre improvisation permanente, de votre mépris envers les soignants, de votre déni des réalités ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*) Reprenez nos questions au Gouvernement, nos questions écrites, nos rapports, nos discours, nos amendements, nos propositions de loi, nos tribunes ! Et quitte à enquêter, allez auditionner les 180 000 infirmiers diplômés d'État ayant quitté la profession – nous vous le réclamons depuis juillet 2020. Plutôt que de vous demander pourquoi nous votons contre, demandez-vous ce que vous pourriez faire avec nos idées ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI et sur plusieurs bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Olivier Véran, ministre. Avec vos idées, je ne sais pas, madame la députée, mais avec vos mensonges, on pourrait écrire le deuxième tome de l'ouvrage *De l'utilité de la France insoumise sous le quinquennat*. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM. – Exclamations sur les bancs du groupe FI.*)

M. Éric Coquerel. C'est un spécialiste du mensonge qui vous parle !

M. Olivier Véran, ministre. Madame Fiat, nous n'avons pas gazé de soignants dans les hôpitaux ; il n'y a pas 20 % de lits d'hôpital fermés en France. Je suis désolé si cela vous déçoit.

Vous êtes une passionnée de l'hôpital et des EHPAD, je ne le nie pas, mais croyez-vous que le discours que vous tenez, qui vise à appuyer partout où ça fait mal, soit de nature à récompenser les soignants qui se battent nuit et jour dans nos hôpitaux et qui tiennent, ou à donner envie à de jeunes soignants de choisir un exercice hospitalier ? (« *Eh oui ! sur plusieurs bancs du groupe LaREM. - Protestations sur les bancs du groupe FI.* »)

Pour deux minutes d'intervention dont vous pourrez poster la vidéo sur Facebook pour vos mandants, croyez-vous rendre service à la cause que vous prétendez défendre ? Je ne le crois pas.

Mme Mathilde Panot. Et les fermetures de lits ?

M. Olivier Véran, ministre. Ce qui rend service à l'hôpital, c'est d'avoir augmenté de 6 000 le nombre d'aides-soignants en formation cette année dans notre pays, c'est d'avoir enfin supprimé le numerus clausus qui, depuis cinquante ans, crée la pénurie médicale en France (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe LaREM*) ; c'est d'aller dans le Tarn, comme je l'ai fait ce matin, rencontrer des soignants qui gagneront 200, 300

ou 400 euros supplémentaires par mois (Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe LaREM – M. Paul Christophe applaudit également) et leur dire : « Je suis là pour vous annoncer que vos urgences ne vont pas fermer, que la radiologie va rouvrir, que nous allons développer des consultations en faisant le lien entre la ville et l'hôpital. L'État est présent. Tenez bon ! » (Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe LaREM et sur plusieurs bancs du groupe Dem.)

Données clés

Auteur : [Mme Caroline Fiat](#)

Circonscription : Meurthe-et-Moselle (6^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4474

Rubrique : Établissements de santé

Ministère interrogé : Solidarités et santé

Ministère attributaire : Solidarités et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [3 novembre 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [3 novembre 2021](#)